



HAL
open science

APRÈS LE 13 NOVEMBRE 2015 : PREMIERS RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE CRÉDOC. JUIN 2016.

Sandra Hoibian, Charlotte Millot, Denis Peschanski

► **To cite this version:**

Sandra Hoibian, Charlotte Millot, Denis Peschanski. APRÈS LE 13 NOVEMBRE 2015 : PREMIERS RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE CRÉDOC. JUIN 2016.. CREDOC. 2016, pp.8. hal-04242140

HAL Id: hal-04242140

<https://hal.science/hal-04242140>

Submitted on 14 Oct 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Programme de recherche
transdisciplinaire

&



CRÉDOC



APRÈS LE 13 NOVEMBRE

**PREMIERS RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE CRÉDOC
JUIN 2016**

Instituts
thématiques

Inserm

Institut national
de la santé et de la recherche médicale



hautes études
Sorbonne
arts et métiers

heSam

université



Rapport rédigé dans le cadre du programme 13 novembre, porté par le CNRS, l'Inserm et héSam Université, financé par l'Agence nationale de la recherche (ANR) dans le cadre du Programme Investissements d'Avenir (PIA), Contrat ANR-10-EQPX-0021-01 volet Programme 13-Novembre. DOI : 10.5281/zenodo.4249206

www.memoire13novembre.fr



Une forte empreinte des attentats du 13 novembre 2015, notamment chez les jeunes

Sandra Hoibian, Charlotte Millot, Denis Peschanski, *Novembre 2016*

Dans le cadre du programme 13 novembre initié par le CNRS, l'Inserm et héSam Université, une série de questions sur les attentats du 13 novembre 2015 a été insérée dans la vague de juin 2016 de l'enquête « Conditions de vie et Aspirations » du CRÉDOC, menée auprès d'un échantillon représentatif de la population française de 2000 personnes.

Pour 80% des Français, les attentats du 13 novembre figurent parmi les actes terroristes qui les ont le plus marqués depuis l'an 2000, alors même que les trois quarts d'entre eux n'ont aucun lien personnel avec les victimes ou les lieux concernés. Les jeunes ont été particulièrement affectés par ces événements tragiques. Huit mois après, le sentiment de peur lié aux tueries de novembre, initialement très présent chez les jeunes et hauts revenus, s'est diffusé dans l'ensemble de la population. L'existence de tensions culturelles et religieuses au sein de la société est la raison la plus souvent invoquée pour expliquer les attentats. Mais pour près de 40% de la population, ce sont des actes inexplicables, commis par des déséquilibrés.



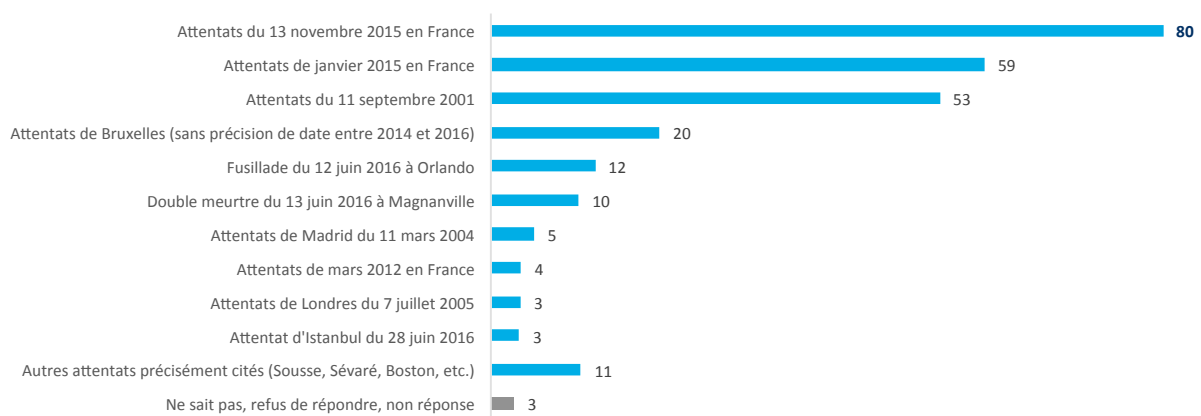
**Programme de recherche
transdisciplinaire**

DES ATTENTATS QUI ONT MARQUÉ PROFONDÉMENT L'OPINION

Les attentats parisiens du 13 novembre 2015 ont laissé une empreinte forte sur la population française. 80% des Français citent les attentats du 13 novembre parmi les actes terroristes qui les ont le plus marqués depuis l'an 2000. Ce sont les actes les plus souvent mentionnés, loin devant ceux de janvier 2015 à Paris (évoqués par 59% de la population) ou du 11 septembre 2001 à New-York (53% de la population). Les prochaines études associées au programme 13-Novembre nous permettront de savoir si cette polarisation de la séquence des attentats 2015-2016 se confirme.

80% des Français se disent marqués par les attentats du 13 novembre 2015

Pouvez-vous citer les actes terroristes commis dans le monde ou en France qui vous ont le plus marqué depuis l'an 2000 ? (en %) - Total des réponses données - *Question ouverte, verbatim codifié a posteriori*



Champ : Ensemble des répondants – résidents de France métropolitaine âgés de 18 ans et plus.

Source : Enquête Conditions de vie et Aspirations, juin 2016.

Lecture : 80% des répondants considèrent les événements du 13 novembre 2015 comme l'un des actes terroristes les ayant le plus marqués depuis l'an 2000.

Les répondants ayant pu donner plusieurs réponses, la somme ne fait pas 100%.

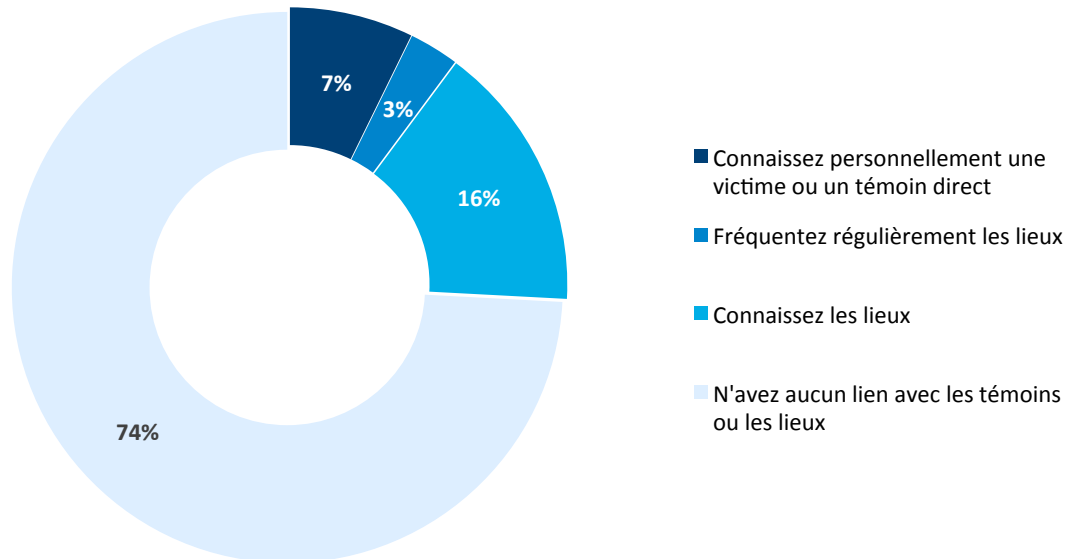
NB : 33% des réponses données étaient imprécises (« attentats parisiens » 5% ; « Syrie » 3% ; « Proche-Orient » 3% ; « crashes aériens » 3% ; « Turquie » 2% ; « Irak » 2% ; « Moyen-Orient » 2% ; etc.) et 1% des réponses étaient confuses. Elles ne sont pas présentées sur ce graphique. Par ailleurs l'attentat de Nice, postérieur à l'enquête, n'a pas été pris en compte.

Très largement c'est le Bataclan qui polarise la mémorisation des lieux de l'attentat : 71% des Français le citent spontanément, 45% citent le Stade de France, 41% la ville de Paris sans précision et 37% les terrasses de cafés, bar, restaurants.

Les stigmates des attaques du 13 novembre dépassent largement le cercle des individus concernés personnellement par les violences du 13 novembre : 74 % de la population française ne connaît ni victime ni témoin et ne fréquente jamais les lieux touchés. Ces personnes n'en citent pas moins ces attentats parmi ceux les ayant le plus marqués. Mais derrière le pourcentage complémentaire des 26%, il faut mesurer l'onde de choc directe en millions de personnes qui ont effectivement un lien personnel avec les attentats.

26% des Français ont un lien personnel avec les événements

Par rapport aux attentats du 13 novembre 2015 qui ont eu lieu en région parisienne ? Vous ...



Champ : Ensemble des répondants – résidents de France métropolitaine âgés de 18 ans et plus.

Source : Enquête Conditions de vie et Aspirations, juin 2016.

Lecture : 74% des répondants n'ont aucun lien personnel avec les lieux, les victimes ou les témoins directs des événements du 13 novembre 2015. 16% connaissent les lieux. 3 % fréquentent régulièrement les lieux.

Sans surprise, les habitants de la ville de Paris sont beaucoup plus nombreux (69% contre 26% en moyenne) à avoir un lien personnel avec le drame, soit qu'ils connaissent une victime ou un témoin direct, ou qu'ils fréquentent les lieux. Mais ils sont à peine plus enclins (5 points) que le reste de l'Hexagone à citer les attaques du 13 novembre parmi les actes terroristes les plus marquants des quinze dernières années. Globalement, tous les groupes sociaux, classes d'âge, niveaux de revenus, se disent touchés.

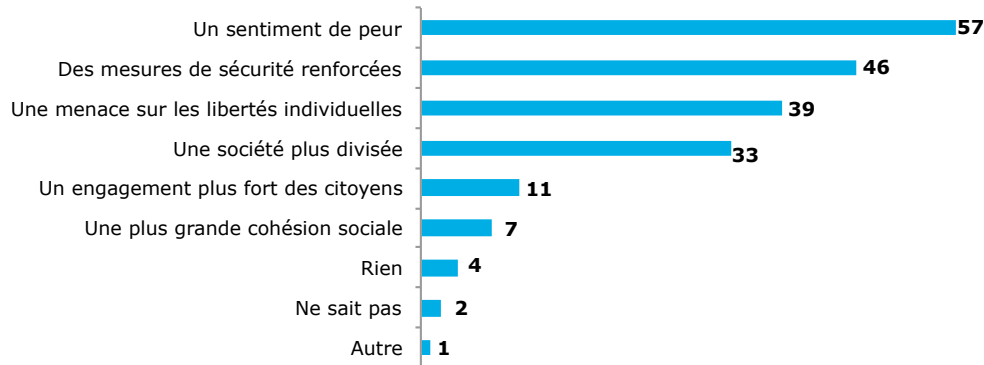
Autre indicateur illustrant le fort impact des attaques de la fin 2015, huit mois après les faits, rares sont les Français à avoir oublié quand et comment ils ont appris la situation. 83% de la population déclarent avoir été informés « le jour même », et dans huit cas sur dix par les médias traditionnels : télévision, radio ou site Internet d'information. Étant donnée la chronologie des faits, qui se sont achevés à 1h du matin le 14 novembre, les Français ont donc été mis au courant quasiment « en temps réel », pendant que les meurtres se déroulaient.

UN SENTIMENT DE PEUR PARTICULIÈREMENT ÉLEVÉ CHEZ LES JEUNES

Interrogés sur les principales conséquences des attentats du 13 novembre 2015, les Français s'accordent majoritairement sur un sentiment de peur.

57% pointent un sentiment de peur suite aux attentats

Quelles sont, selon vous, les deux principales conséquences des attentats du 13 novembre 2015 ? En premier, en second ?



Champ : Ensemble des répondants – résidents de France métropolitaine âgés de 18 ans et plus.

Source : Enquête Conditions de vie et Aspirations, juin 2016.

Lecture : 57% des répondants citent « un sentiment de peur » parmi les deux principales conséquences des attentats du 13 novembre.

Ce sentiment concerne très fortement, et de manière inédite, les plus jeunes : 65% des 18-24 ans et 63% des 25-39 ans l'évoquent, contre 54% de leurs aînés. En janvier 2016, l'enquête Conditions de Vie et Aspirations s'était déjà intéressée à la perception de l'impact des attentats, juste après les événements¹. La peur, l'angoisse, et un sentiment d'insécurité dominaient déjà les réponses spontanées de nos concitoyens. Les jeunes, plus habitués des lieux de sortie et de spectacles, exprimaient plus fortement leur anxiété que les autres classes d'âge, rejoignant de manière inédite les plus âgés, traditionnellement plus inquiets de questions de sécurité.

Au-delà du mécanisme d'identification (37% des 25-39 ans et 30% des 18-24 ans ont un lien personnel avec les faits), un phénomène générationnel est probablement également à l'œuvre. Le 11 septembre 2001 est en effet particulièrement cité comme événement marquant par les trentenaires d'aujourd'hui, adolescents ou jeunes à l'époque (62% de citation chez les 25-39 ans, contre 53% en moyenne). Âgés de 10 à 24 ans au moment de l'attaque des Tours jumelles, ils ont profondément été touchés et leur souvenir reste fort 15 ans après. Le 11 septembre semble constituer un marqueur historique de cette classe d'âge alors que les générations plus âgées ou un peu plus jeunes le distinguent moins souvent.

Or les 18-24 ans manifestent aujourd'hui un sentiment de peur exacerbé (65% de citations) par rapport à toutes les autres classes d'âge, ils sont également les plus nombreux à ne pas comprendre cet événement, nous y reviendrons. Très inscrits dans un univers mondialisé, ils sont plus enclins à être affectés par des actes terroristes à l'international (70% des 18-24 et 78% des 25-39 évoquent spontanément des attentats à l'international, le plus souvent dans un pays occidental, parmi les actes les ayant le plus marqués contre seulement 57% des 70 ans et plus). Chaque attentat résonne et ravive davantage les peurs d'attaques terroristes auprès d'eux. Autant d'éléments qui laissent supposer qu'à l'image du choc du 11 septembre 2001, les événements du 13 novembre 2015 pourraient représenter un moment de rupture pour les jeunes générations.

¹ En janvier 2016, les répondants étaient invités à s'exprimer librement sur les conséquences des attentats, qui étaient recodées a posteriori. Le « sentiment de peur » considéré ici regroupe les verbatim ayant trait à la peur, l'angoisse, l'insécurité ou la fin de l'insouciance. En juin 2016, la question était à choix multiple et les répondants avaient le choix entre 9 propositions, dont le sentiment de peur.

ET QUI SE DIFFUSE

En juin 2016, la peur change de visage. Juste après les terribles attaques, les publics les plus « proches » des cibles des attaques avaient manifesté de la peur : les jeunes, nous l'avons vu, mais aussi les hauts revenus. Individus se sentant habituellement plus à l'abri de risques d'agression ou d'attaques, les hauts revenus s'étaient sentis, à la merci d'attaques pouvant les frapper sur des lieux dont ils étaient, en moyenne, plus familiers.

Entre novembre 2015 et juin 2016, plusieurs attentats ont touché des pays occidentaux divers : Bruxelles, Magnanville, Istanbul, Orlando. Les cibles touchées se sont aussi multipliées. Après les personnes de confession juive et policiers des attentats de Toulouse, les journalistes et dessinateurs de Charlie Hebdo, les policiers et clients de l'Hypercacher (janvier 2015), la jeunesse fréquentant les concerts et les terrasses de café et le public du Stade de France (novembre 2015), les actions terroristes ont successivement visé :

- les usagers du métro se rendant à leur travail (attentat du métro de Bruxelles) ;
- des voyageurs internationaux (attaques dans les aéroports de Bruxelles et Istanbul) ;
- les clients d'une boîte de nuit fréquentée par la communauté LGBT (fusillade d'Orlando) ;
- un couple de policiers (double meurtre de Magnanville).

Conséquence probable de cette diversification des lieux et des cibles, et de la répétition des événements, chacun semble désormais se sentir concerné et visé par la menace terroriste. En effet, l'angoisse sécuritaire est, huit mois après, plus manifeste chez des catégories initialement plus éloignées du 13 novembre. En particulier les bas revenus (58%), les classes moyennes inférieures (62%) sont aujourd'hui plus enclines que les hauts revenus (51%) à citer la peur comme conséquences du 13 novembre. Les personnes habitant en dehors de l'Île-de-France (58%) évoquent en juin 2016, et avant même les événements tragiques de Nice, ou de Saint-Étienne-du-Rouvray plus souvent un climat de peur que les habitants de Paris et la petite couronne (51%) ou même qu'à Paris intramuros (45%). L'accumulation, la succession d'événements entretient, amplifie et diffuse probablement un climat de peur dans la société. Plus on s'éloigne des lieux des attentats, plus le sentiment de peur est important.

POUR LES FRANÇAIS, DES TENSIONS RELIGIEUSES ET CULTURELLES SONT À L'ORIGINE DES ATTENTATS

Le délitement de la cohésion sociale est de longue date une source d'inquiétude majeure pour les Français qui, à intervalles réguliers, dépeignent une société peu unie (Conditions de vie et Aspirations 2011 à 2014) et minée par des tensions entre riches et pauvres, entre « groupes ethniques » « religieux » ou « culturels » selon les notions convoquées dans les enquêtes. 50% des Français sont ainsi convaincus de l'existence « d'importantes tensions entre les groupes ethniques différents » (Eurofound EQLS 2012), après les Tchèques (68%) et les Hongrois (60%) et loin devant les Anglais (40%), les Italiens (38%) ou les Allemands (29%) par exemple. Les travaux de la Commission européenne indiquent des résultats convergents : 54% des Français considèrent en 2013 que « les rapports entre les personnes d'origines culturelles ou religieuses différentes ou de nationalités différentes » sont mauvais, contre 41% en moyenne en Europe.

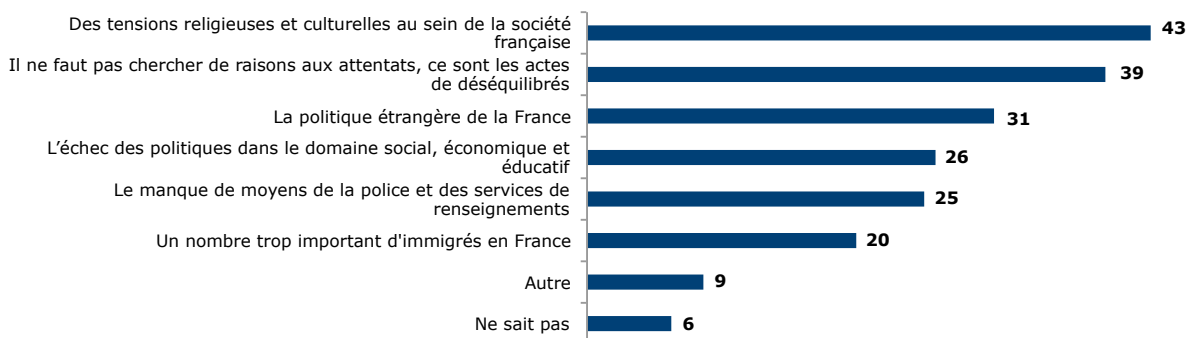
France Stratégie² montre aussi qu'en 2014, et avant les différents attentats, 45% des Français se projetaient à l'horizon 2025, dans une France où la majorité des groupes qui composent la France vivraient « séparés » (plutôt que « ensemble ») et 72% imaginaient une France où ces groupes seraient tiraillés par « des tensions » (plutôt que des groupes vivant en bonne entente).

² Delphine Chauffaut, 2014, « Les enseignements du débat citoyen : inquiétude, mais attentes à l'égard des réformes », Commissariat Général à la Stratégie et Prospective, Février.

La fragmentation de la société est ainsi la raison la plus souvent invoquée comme explication des événements du 13 novembre. Plus de 40% des Français estiment que les attentats sont dus à « des tensions religieuses et culturelles au sein de la société française ».

L'image d'une société minée par des tensions, terreau du terrorisme

Quelles sont, selon vous, les deux principales causes des attentats du 13 novembre 2015 ?



Champ : Ensemble des répondants – résidents de France métropolitaine âgés de 18 ans et plus,

Source : Enquête Conditions de vie et Aspirations, juin 2016.

Lecture : 43% des répondants pensent que les tensions religieuses et culturelles au sein de la société française sont une des deux principales causes des attentats.

Alors qu'ils portent en règle générale un regard globalement négatif sur l'immigration³, les Français faisant le lien entre les attentats et la présence d'immigrés sont minoritaires. L'unité recherchée par les Français les conduit probablement à dépasser la stigmatisation et à mettre l'accent sur le socle des valeurs partagées qui, à leur sens, fondent la cohérence de la société française.

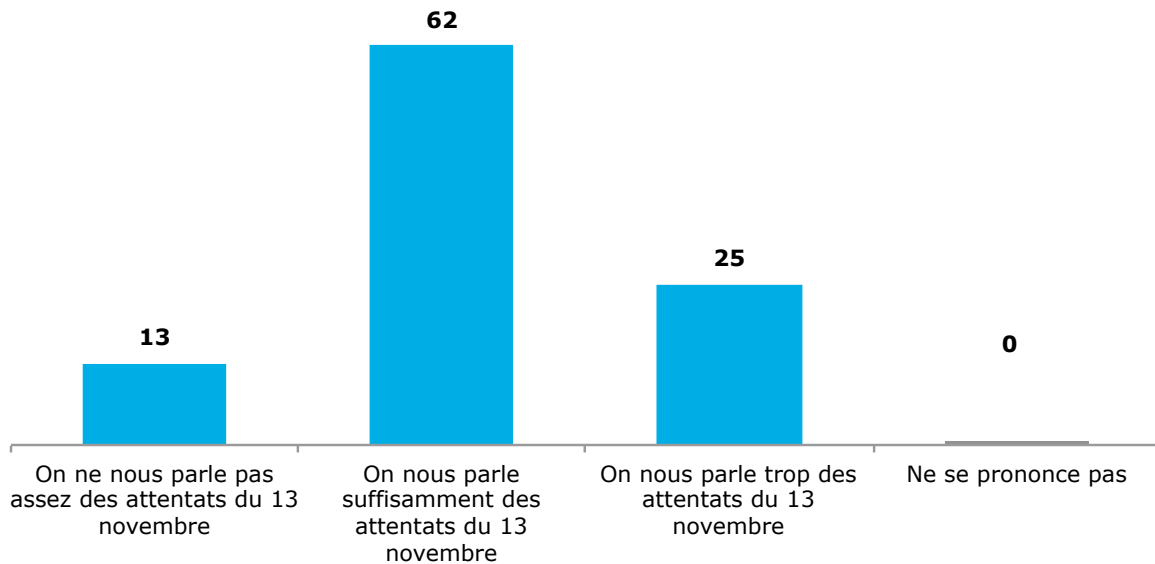
Quatre personnes sur dix refusent ensuite de chercher des raisons, y voyant des actes isolés, absurdes et insensés. Cette absence d'explication est particulièrement répandue chez les plus jeunes : 51% des moins de 25 ans, 45% des 25-39 ans, mais seulement 28% des 70 ans et plus. On peut également voir dans ces réponses un nouveau signe du choc ressenti par les jeunes générations plus nombreux à ne pas vouloir même « chercher des raisons aux attentats ».

UNE PARTIE DE LA POPULATION AIMERAIT TOURNER LA PAGE

De manière minoritaire, mais non marginale, deux personnes sur dix se montrent plus en distance avec le 13 novembre. 20% ne le citent pas parmi les actes terroristes les plus marquants. Un quart de nos concitoyens estiment par ailleurs que la place des attentats dans la sphère publique est trop importante. Cette position est plus souvent adoptée (entre 5 et 15 points d'écart à la moyenne selon les cas) par des personnes en difficulté : qui se considèrent elles-mêmes comme faisant partie de la catégorie des « défavorisés » lorsqu'on leur demande de se placer sur l'échelle sociale, déclarent avoir un mauvais état de santé personnel, ont peu accès aux loisirs (ne fréquentent pas d'équipement sportif, de cinéma, ou n'ont pu partir en vacances au cours de l'année). On y retrouve également plus souvent des non-diplômés, ou des personnes en rupture par rapport à la société : qui expriment une forme de méfiance généralisée (se disent très méfiantes dans des organismes aussi divers que les entreprises privées, publiques, les associations, les administrations) ou qui souhaitent un changement radical de la société française.

³ 57% des Français souhaitent le départ d'un grand nombre d'immigrés dans les prochaines années plutôt que leur intégration et l'immigration fait même partie de leurs trois principales préoccupations, Source : Enquête Conditions de vie et Aspirations, juin 2016. Préoccupations très largement liées à la question de l'emploi.

25% estiment qu'on parle trop du 13 novembre
 À propos des attentats du 13 novembre 2015, diriez-vous ? - en %



Champ : Ensemble des répondants – résidents de France métropolitaine âgés de 18 ans et plus.

Source : Enquête Conditions de vie et Aspirations, juin 2016.

Lecture : 62% des répondants pensent qu'on leur parle suffisamment des attentats du 13 novembre.

MÉTHODOLOGIE

Des questions ont été insérées dans le dispositif permanent d'enquête des Conditions de vie et Aspirations du CREDOC, dans la vague de fin juin 2016, réalisée en face à face, auprès d'un échantillon de 2.010 personnes représentatives de la population âgée de 18 ans et plus, sélectionnées selon la méthode des quotas.

Ces quotas (région, taille d'agglomération, âge-sexe, PCS) ont été calculés d'après le dernier recensement général de population, actualisé grâce à l'enquête Emploi et au bilan démographique 2009 de l'INSEE. Afin d'assurer la représentativité par rapport à la population nationale, un redressement final a été effectué.

NB : Durant cette phase d'enquête, des actes terroristes sont notamment survenus à l'aéroport d'Istanbul (7 et 28 juin 2016), à Orlando (12 juin 2016) ou encore à Magnanville (13 juin 2016).

Le terrain a été conduit avant les attentats de Nice le 14 juillet et de Saint-Étienne-du-Rouvray le 26 juillet 2016.

Rapport rédigé dans le cadre du programme 13 novembre, porté par le CNRS, l'Inserm et héSam Université, financé par l'Agence nationale de la recherche (ANR) dans le cadre du Programme Investissements d'Avenir (PIA), Contrat ANR-10-EQPX-0021-01 volet Programme 13-Novembre.

DOI : 10.5281/zenodo.4249055

Pour en savoir davantage sur le programme 13-Novembre :
www.memoire13novembre.fr